

**HGGSP THEME 2 - FAIRE LA GUERRE, FAIRE LA PAIX :
FORMES DE CONFLITS ET MODES DE RESOLUTION**

AXE CONCLUSIF - LE MOYEN-ORIENT : CONFLITS RÉGIONAUX ET TENTATIVES DE PAIX (5 heures)

PROGRAMME

JALON 1 - Du conflit israélo-arabe au conflit israélo-palestinien : les tentatives de résolution, de la création de l'État d'Israël à nos jours.

JALON - Les deux guerres du Golfe (1991 et 2003) et leurs prolongements : d'une guerre interétatique à un conflit asymétrique.

(H1) SÉANCE MAGISTRALE

ACCROCHE - En **2022**, on comptabilisait **5 conflits armés au Moyen-Orient**, dont 1 impliquant des États occidentaux. Cette situation, inédite pour un espace d'une telle superficie (*7 millions de km², soit tout juste 14 fois celle de la France*), témoigne du caractère instable de la région, mais aussi de l'implication d'acteurs divers.

Le **MOYEN-ORIENT (ou Middle East)** est une appellation issue de la diplomatie coloniale britannique qui englobe le Proche-Orient (*partie de l'Asie la plus proche de l'Occident, dont l'Égypte et la Turquie qui sont pour partie en Asie*) ainsi que l'ensemble des États situés autour du Golfe persique (*avec des limites mouvantes : cf. SCHÉMA PROJETÉ A RECOPIER*).

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Moyen-Orient est le théâtre de **très nombreux conflits** dont les acteurs, les motifs et l'intensité ont été variés. Par ailleurs ces conflits, loin de n'avoir qu'un impact local ou régional, ont depuis plus d'un demi-siècle connu une véritable résonance mondiale. Pour autant, malgré des tentatives nombreuses de médiation de la part d'acteurs étatiques (USA) et non-étatiques (ONU), certains conflits ne sont toujours pas pacifiés (*guerre en Syrie depuis 2011, conflit israélo-arabe toujours en cours depuis 1948 malgré plusieurs traités de paix, etc.*) et d'autres ont généré de fortes instabilités (*la 2^{ème} guerre du Golfe a déstabilisé la région et permis l'essor de DAESH à l'ouest de l'Irak*) → **CHRONOLOGIE DES PRINCIPAUX CONFLITS A TELECHARGER.**

PROBLÉMATIQUES - Pourquoi et comment les grands acteurs internationaux s'impliquent-ils dans les conflits au Moyen-Orient ? Pourquoi la pacification de la région est-elle si difficile ?

I/ UNE RÉGION STRATÉGIQUE AUX NOMBREUX FACTEURS DE TENSIONS

A - Une région stratégique aux ressources convoitées

→ [DIAPO] Le Moyen-Orient est un **CARREFOUR ENTRE TROIS CONTINENTS** (Asie, Afrique et Europe) et deux espaces maritimes (Océan Indien et Mer Méditerranée).

- La région compte plusieurs **détroits** (**bras d'eau naturel et étroits entre deux mers**) stratégiques, jouant un rôle commercial primordial (*exportation des hydrocarbures régionaux, liaisons mondiales, etc.*). Ainsi le détroit d'Ormuz permet l'accès au Golfe persique (*très étroit, il est soumis à un intense trafic et fait donc l'objet d'une surveillance accrue de la part des grandes puissances*).

- La région compte aussi un important **canal** (**voie navigable percée par l'homme**) : le canal de Suez permet l'accès à la Méditerranée depuis la mer Rouge. Parce que **son contrôle est essentiel** au commerce mondial, il a été le théâtre de conflits (ex : crise de Suez en **1956** quand l'Égypte nationalise le canal au détriment des Français et des Britanniques).

→ Le Moyen-Orient dispose par ailleurs de **RESSOURCES CONVOITÉES** :

- les **hydrocarbures** (pétrole et gaz) : la région concentre 60% des réserves mondiales de pétrole et 40% des réserves mondiales de gaz. Le pétrole étant vital pour les économies des pays développés, les puissances internationales surveillent de près la stabilité de la région.

- **l'eau** : le M.O. est une région aride, qui connaît une croissance démographique forte. L'eau y est donc rare et disputée, d'où des tensions (**EX** : entre Israël et ses voisins).

B - Une mosaïque de peuples et de religions

→ [DIAPO] **ETHNIES** : Le Moyen-Orient compte **CINQ GRANDS PEUPLES**, définis les uns par rapport aux autres par le **critère linguistique** :

- Les **Arabes** sont majoritaires, avec près de 200 millions de personnes. C'est le SEUL PEUPLE RÉPARTI ENTRE PLUSIEURS ÉTATS (surtout en Égypte), essentiellement au sud.

- Les **Turcs** sont le 2nd peuple de la région avec environ 83 millions de personnes (en 2018).

- Les **Perses** sont environ 82 millions (uniquement en Iran).

- Les **Juifs** sont environ 8 millions, regroupés dans un petit État (Israël) dont la création a suscité des tensions dès l'origine.

- Enfin les **Kurdes**, avec près de 40 millions de personnes, n'ont PAS D'ÉTAT PROPRE. Ils sont répartis sur quatre États (Syrie, Irak, Turquie et Iran), et y vivent en minorité parfois persécutée.

→ [DIAPO] **RELIGIONS** : Le Moyen-Orient est une région à **MAJORITÉ MUSULMANE** (*berceau de l'Islam au VII^{ème} siècle*). On y trouve environ 400 millions de musulmans.

- l'Islam est divisé en deux branches religieuses, les **sunnites** (80% des musulmans de la région) et les **chiïtes** (surtout en Iran), opposées par des tensions (entre Iran et Arabie Saoudite, etc.).

- au XX^{ème} siècle s'est développé un courant interne : **l'ISLAM POLITIQUE** qui veut « réislamiser » les sociétés du Moyen-Orient en imposant **le Coran comme fondement de la vie sociale et politique**. Prétexte à des dictatures dures, il est arrivé au pouvoir en **1979 en Iran**, ou en **Palestine en 2006** (*victoire du Hamas au législatives*). Il exploite les révoltes du Printemps arabe de 2011 pour ravir (*temporairement*) le pouvoir en Tunisie et en Égypte. Des **mouvements islamistes radicaux** sont enfin nés à partir des **années 1990**, prenant la forme d'organisations terroristes (*Al-Qaïda et DAESH : revoir l'introduction de l'axe*).

→ On trouve aussi minorités **DE CHRÉTIENS ET DE JUIFS** dans la région :

- Les **chrétiens** sont minoritaires dans la région (ex : les coptes en Égypte) et sont **souvent persécutés** (par l'État islamique où il est implanté, etc.).

- Les **juifs**, quant à eux, sont aussi minoritaires dans la région mais sont majoritaires dans l'État d'Israël (8 millions de personnes sur 9 millions d'habitants).

→ La région accueille aussi des **LIEUX SAINTS POUR LES TROIS MONOTHÉISMES**. **Jérusalem** est le lieu saint du judaïsme (« mur des lamentations »), du christianisme (tombeau de Jésus) et la 3^{ème} ville sainte de l'Islam (esplanade des mosquées, etc.). Cette ville est donc depuis longtemps **l'objet de vives tensions**, surtout depuis qu'Israël l'a pleinement intégrée et déclarée comme capitale.

BILAN - La pluralité éthique et religieuse est une source de tensions importantes dans la région.

COMPLÉTER - Prises de notes à l'aide du **manuel** (p. 154 + « C » de la page 156) + **VIDÉOS**

(H2) II/ LE CONFLIT ISRAËLO-ARABE ET SES TENTATIVES DE RÉOLUTION

JALON 1

→ Distribuer la **fiche de synthèse** sur les conflits : ELEVES LA REMPLISSENT PENDANT L'HEURE ET LA COMPLETENT A L'AIDE DE RECHERCHES DANS LE MANUEL (PAGES 142 A 147)
POUR MIEUX MAITRISER CETTE PARTIE

A - Israël face aux États arabes (1948-79)

✓ 1 - *La première guerre israélo-arabe (1948-49)*

Jusqu'aux années 1970, les guerres contre Israël sont menées par ses voisins arabes qui refusent son existence : ce sont des conflits **INTER-ÉTATIQUES** :

→ [DIAPO + PAGE 142] Le 29 novembre 1947, l'ONU adopte un plan de partage de la Palestine, territoire sous **MANDAT** britannique depuis 1920 : il prévoit, la création d'un État juif, d'un État arabe et un statut international pour Jérusalem. Cette décision, inspirée par le **SIONISME** (*doctrine politique théorisée en 1896 par Théodore Herzl, prônant l'implantation en Palestine d'un foyer national juif*), a été motivée par la volonté de nombreux Juifs de quitter l'Europe pour fuir les violences antisémites dès la fin du XIXe siècle : en 1937, les Juifs représentent déjà 28% de la population de Palestine. Après la « découverte » du génocide nazi, le projet sioniste est soutenu par un nombre croissant d'États occidentaux. Toutefois les États arabes rejettent ce plan imaginé par les vainqueurs de la 2GM, car il suppose **l'exil forcé** d'une partie de la population arabe locale : les **Palestiniens**, qui ne récupéreraient que 35% du territoire initial (alors qu'ils sont majoritaires : 67% de la population de Palestine en 1947) :

→ [DIAPO + PAGE 144] En 1948, le **MANDAT** britannique sur la Palestine prend fin : l'État d'Israël est proclamé par **DAVID BEN GOURION**. Les États arabes attaquent alors Israël mais perdent :

- **l'armistice de 1949** permet à Israël de gagner des territoires par rapport à ceux qui lui avaient été attribués par l'ONU en 1947 (77% du territoire, contre 55% prévus initialement).
- de nombreux **Palestiniens se réfugient** dans les pays arabes voisins
- aucun Etat palestinien ne voit le jour : les territoires qui devaient former l'État arabe de Palestine sont annexés (la Cisjordanie par la Jordanie, et la bande de Gaza par l'Égypte).

BILAN - Cette création est l'une des premières décisions fortes de l'ONU (résolution 181). Censée apporter la sécurité à un peuple persécuté (les Juifs), elle **provoque dès le lendemain du vote l'éclatement de la guerre « civile »** entre Juifs et Arabes de Palestine. **L'ONU ne parvient pas à apaiser ces tensions**, et le conflit se conclue par la victoire militaire d'Israël.

✓ 2 - *De la crise de Suez aux accords de Camp David (1979)*

→ [DIAPO + MANUEL P. 143 et 145] D'autres guerres opposent Israël à ses voisins :

- En 1956, Israël intervient aux côtés de la France et du Royaume-Uni dans la **crise de Suez** et occupe le Sinäï (qui est restitué sous pression américaine la même année).
- En 1967, éclate la « **GUERRE DES SIX-JOURS** » : c'est une nouvelle victoire israélienne contre les pays arabes. Israël occupe le Sinäï, Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est. Cette situation est dénoncée, sans succès par l'ONU (*résolution 242 : doc. 3 p. 145 du manuel à lire*).
- En 1973, éclate la **guerre du Kippour** : l'Égypte et la Syrie attaquent Israël par surprise pour prendre leur revanche sur 1967, mais sont vaincus. **L'ONU appelle à un cessez-le feu, qui est accepté.**

LA GUERRE DES SIX-JOURS EST ESSENTIELLE : Elle porte en elle les germes des tensions actuelles entre Israël et les Palestiniens. Cette **occupation illégale** des territoires initialement dévolus aux arabes Palestiniens ainsi que les défaites successives des pays arabes contre Israël encouragent le **développement d'un nationalisme palestinien** indépendant. D'autant que suite à la « Guerre des six jours », Israël occupe des territoires dans lesquels des arabes Palestiniens vivaient réfugiés depuis 1949. Ce nationalisme est incarné par « **l'Organisation de Libération de la Palestine** » (**OLP**) et son chef **YASSER ARAFAT**. L'OLP exige dès sa création :

- la libération des territoires occupés depuis 1967
- la création d'un État palestinien uni
- le retour des Palestiniens réfugiés dans les États voisins (*après 1967, de nombreux Palestiniens ont fui les territoires occupés pour se réfugier au Liban, en Jordanie, etc.*).
- elle refuse de reconnaître Israël.

→ L'OLP pratique **la guérilla et le terrorisme** à partir des camps de réfugiés de Jordanie et du Liban. Cela crée des tensions et déstabilise encore plus fortement la région : par exemple en 1970, la Jordanie chasse de force les combattants de l'OLP, en faisant des milliers de morts.

→ **RÉSOLUTION** - Dans les années 1970, des divisions apparaissent entre les pays arabes (c'est la fin du *panarabisme*, idéologie visant à l'unité politique du monde arabe). Ainsi **l'Égypte entame des négociations de paix avec Israël**.

CAPSULE n° 9 : « Les accords de Camp David et le traité de paix israélo-égyptien de 1979 » (enjeux, acteurs et déroulement des négociations, termes des accords, conséquences) **ANOUAR EL-SADATE**

PROJECTION DE LA CAPSULE DES ELEVES (fiche méthode sur le site) + REPRISE PAR L'ENSEIGNANT (cf. document mis en ligne dans le « coffre » à la fin de l'axe) AVEC DOCS CI-DESSOUS + DIAPO :

4 1977, Anouar el-Sadate s'adresse à la Knesset¹

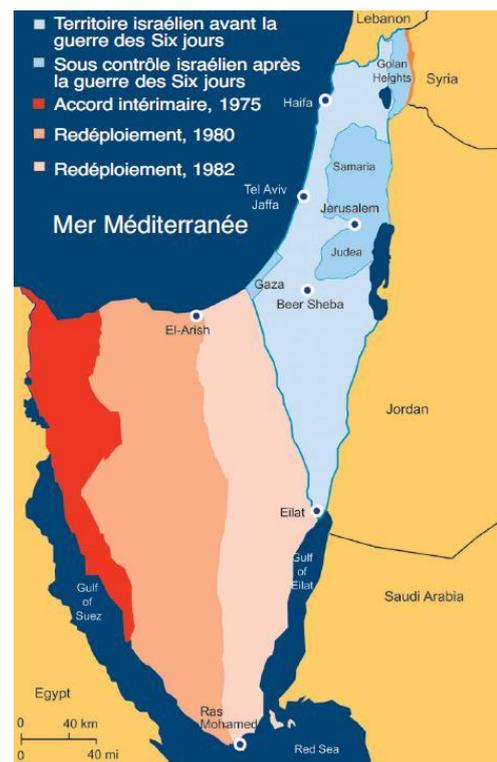
« Personne n'imaginait que le chef d'État du plus grand pays arabe, sur les épaules de qui reposent la plus grande partie du fardeau et la responsabilité principale dans le problème de la guerre et de la paix au Proche-Orient, pourrait se déclarer disposé à aller sur la terre de l'adversaire alors que nous étions encore dans un état de guerre et que nous souffrons toujours des effets de quatre guerres en trente ans. [...] Je suis venu chez vous pour qu'ensemble nous puissions construire une paix permanente et juste et éviter que soit versée une seule goutte de sang d'un seul Arabe ou d'un seul Israélien. [...]

Je vous dis, en vérité, que la paix ne sera réelle que si elle est fondée sur la justice et non sur l'occupation des terres d'autrui. Il n'est pas admissible que vous demandiez pour vous-mêmes ce que vous refusez aux autres. Franchement, dans l'esprit qui m'a poussé à venir aujourd'hui chez vous, je vous dis : vous devez abandonner une fois pour toutes vos rêves de conquêtes. Vous devez abandonner aussi la croyance que la force est la meilleure façon de traiter avec les Arabes. Vous devez comprendre les leçons de l'affrontement entre vous et nous. [...]

Qu'est-ce que la paix pour Israël ? Vivre dans la région avec ses voisins arabes en sûreté et en sécurité. À cela, je dis oui. Vivre à l'intérieur de ses frontières, à l'abri de toute agression. À cela je dis oui. Obtenir toutes sortes de garanties qui sauvegarderaient ces deux points. À cette demande, je dis oui. [...] Il y a de la terre arabe qu'Israël a occupée et qu'il continue à occuper par la force des armes. Nous insistons sur un retrait complet de ce territoire arabe, y compris Jérusalem arabe. »

Anouar el-Sadate, discours devant la Knesset, 20 novembre 1977.

¹ Parlement de l'État d'Israël.



BILAN - Le traité de paix israélo-égyptien de **1979** met fin aux guerres inter-étatiques débutées en 1948. Mais elle **consacre les États-Unis comme médiateurs** pour pacifier la région, au détriment de l'ONU, et se solde par un « traité de paix » selon une logique westphalienne.

(H3) B – Le conflit israélo-palestinien et ses tentatives de résolution

JALON 1

A partir des années 1970 les guerres se recentrent sur la question palestinienne (*même si quelques conflits interétatiques demeurent, en particulier avec le Liban*). **Israël est en conflit avec des acteurs politiques palestiniens** (OLP, et Hamas à partir de 1987), sans État :

✓ 1 - Les principales étapes du conflit israélo-palestinien

LA PREMIERE INTIFADA : En **1987**, éclate la première INTIFADA : c'est un soulèvement des Palestiniens de la bande de Gaza et de la Cisjordanie contre l'armée israélienne :

→ FAITS : Ce conflit est **asymétrique** : l'intifada (ou « guerre des pierres ») voit l'implication de la population palestinienne, soutenue par l'OLP et le Hamas (*créé justement en 1987*). Elle fait suite à un accident à Gaza, ayant tué 4 Palestiniens. L'armée Israélienne intervient. Le conflit larvé **s'étale sur 6 ans** et aboutit à la mort de 1.100 civils palestiniens (et 104 morts côté israélien).

→ CONSÉQUENCES INTERNATIONALES : **L'image d'Israël est ternie** (l'ONU condamne sa politique dans une résolution) : **l'OLP en profite pour lancer une vaste offensive diplomatique** à l'international, dans l'espoir de faire entendre ses revendications

→ RÉOLUTION : Au début des années 1990, Yasser Arafat profite du prestige obtenu par l'OLP pour jouer la modération. En **1993**, sous l'impulsion des Etats-Unis, les **accords d'Oslo** sont signés entre **YASSER ARAFAT** et **YITZHAK RABIN**, le 1er ministre israélien : ils prévoient la mise en place d'une Autorité palestinienne (sans le statut d'État) possédant des pouvoirs en matière d'éducation, de santé et de police sur la bande de Gaza et une partie de la Cisjordanie.

Mais rapidement, le **PROCESSUS DE PAIX EST BLOQUÉ** par la montée des tensions :

- du côté israélien, Yitzhak Rabin est assassiné par un fanatique juif en **1995** et la droite israélienne revient au pouvoir en **1996** : elle n'est pas favorable au dialogue avec les Palestiniens, **poursuit la « colonisation » des territoires occupés** de Cisjordanie normalement dévolus à l'Autorité palestinienne, et a construit une « barrière de séparation » qui ne suit pas la ligne verte de 1949 (*et donc agrandit son territoire*). Israël **intervient aussi militairement à Gaza** ou en Cisjordanie dès que le pays subit des tirs de roquette ou des attentats (*ex : Opération « Bordure protectrice » en 2014*).

- du côté palestinien, une **seconde intifada a éclaté en 2000**. La bande de Gaza est tenue depuis **2006** par le **Hamas** (*mouvement islamiste fondé en 1987*), concurrent de l'OLP, refusant les compromis : salves de tirs de roquettes sur Israël et, en **octobre 2023**, une attaque terroriste sur le sol israélien (*env. 1300 civils tués, 200 otages capturés*), qui provoque une riposte armée massive d'Israël. Des tirs de roquette ont aussi lieu depuis les États voisins où vivent encore des réfugiés palestiniens.

✓ 2 - Une résolution impossible ?

QUELLES SOLUTIONS POSSIBLES ? Soit la création d'un Etat unifié, dans lequel Israéliens et Palestiniens vivraient avec les mêmes droits (*opposition stricte d'Israël ET du Hamas*), soit la création de deux États voisins. Cela passerait par la pleine restitution aux Palestiniens des territoires occupés depuis 1967 (*ce que l'ONU a réclamé dès 1967 et sa « résolution 242 », cf. doc. 3 page 145*).

POURQUOI LA SITUATION BLOQUE-T-ELLE ENCORE ?

- La question du possible **tracé de la frontière** entre les 2 Etats pose problème, car les territoires palestiniens sont actuellement fragmentés (Gaza / Cisjordanie) et, surtout, parce qu'existent en Cisjordanie des enclaves israéliennes (les fameuses « colonies » : cf. DIAPO).

- La question de **Jérusalem** reste épineuse : chaque peuple la réclame comme capitale.

- La question du **partage de l'eau** est essentielle (DIAPO) : Israël veut s'assurer le contrôle des ressources en eau de la région, et refuse donc l'abandon de certains territoires.

QUEL RÔLE PEUT JOUER LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE ?

- Les **États arabes** se posent en médiateurs possibles. Ainsi en **2002** la Ligue arabe adopte un plan de paix proposé par l'Arabie Saoudite (appelé « **Initiative de paix arabe** »), proposant à Israël une paix globale en échange du retrait des territoires occupés depuis 1967 et de la création d'un État palestinien avec pour capitale Jérusalem-Est. L'U.E. soutient l'initiative, mais elle est **rejetée par Israël**.

- Les **États-Unis** pourraient jouer un rôle clef, car ils sont le principal État protecteur d'Israël face à l'hostilité de ses voisins et peuvent exercer sur lui une forte influence. Cependant, c'est là aussi un frein : la politique des Etats-Unis consiste le plus souvent à soutenir les revendications d'Israël. C'est encore plus vrai avec l'administration **Trump** : en **2020** elle présente un « **plan de paix américain** » : en échange d'une aide économique la Palestine doit reconnaître Israël, accepter les colonies de Cisjordanie (*obtention en échange de terres...dans le désert du Néguev*), accepter Jérusalem comme capitale d'Israël et se démilitariser. **L'autorité Palestinienne refuse** et menace de quitter les accords d'Oslo.

- Quant à l'**ONU**...

CAPSULE n° 10 : « L'ONU dans le conflit israélo-palestinien, de la conférence de Madrid (1991) à nos jours » (tentatives de résolution, difficultés rencontrées et bilan) **RÉSOLUTION**

PROJECTION DE LA CAPSULE DES ELEVES (fiche méthode sur le site) + REPRISE PAR L'ENSEIGNANT (cf. document mis en ligne dans le « coffre » à la fin de l'axe) AVEC DOCS CI-DESSOUS + DIAPO :

L'Assemblée générale, rappelant ses résolutions, notamment [la] résolution 242 (1967), gardant à l'esprit le statut de la Ville sainte de Jérusalem, soulignant que Jérusalem est une question qui [...] doit être réglée par la voie de la négociation, déplorant au plus haut point les récentes décisions relatives au statut de Jérusalem :

1. Affirme que toute décision ou action qui visent à modifier le caractère, le statut ou la composition démographique de la Ville sainte de Jérusalem n'ont aucun effet juridique, sont nulles et non avenues, et [...] demande à tous les États de s'abstenir d'établir des missions diplomatiques dans la Ville sainte de Jérusalem¹.
2. Exige que tous les États respectent les résolutions du Conseil de sécurité concernant la Ville sainte de Jérusalem et s'abstiennent de reconnaître les actions et les mesures qui y sont contraires

Résolution ES-10/19 « Statut de Jérusalem », séance du 21 décembre 2017

1 - Allusion à la reconnaissance par Trump de Jérusalem comme seule capitale d'Israël, le 6 décembre 2017. Note : les résolutions de l'AG n'ont aucune valeur légale, au contraire de celles du Conseil de Sécurité.

BILAN - L'**ONU** appelle régulièrement à la reprise des négociations entre les parties, défendant la solution dans laquelle 2 Etats reconnus coexisteraient, afin de ramener de la stabilité au Moyen-Orient. Mais Israël ne se soumet pas à ses différentes résolutions. Et les prises de position des États-Unis, qui se posent comme seul médiateur pour la paix dans la région, rend l'ONU impuissante.

(H4)

III/ LES DEUX GUERRES DU GOLFE ET LEURS SUITES

A - La première guerre du Golfe (1990-91), manifestation de la sécurité collective

A la fin de la Guerre froide, les **États-Unis** sont la **seule grande puissance** (on parle de « SUPERPUISSANCE AMERICAINE »). Ils **veulent** imposer un **NOUVEL ORDRE MONDIAL** (*concept employé en 1990 par le président G. H. BUSH illustrant sa volonté de diffuser et d'imposer les valeurs occidentales - démocratie et capitalisme - et de garantir collectivement la paix mondiale*) = PAIX + GESTION COLLECTIVE DES AFFAIRES DU MONDE (**Multilatéralisme**), sous le leadership américain. Ce « Nouvel ordre mondial » s'est reflété dans la « PREMIERE GUERRE DU GOLFE ».

ORIGINES [DIAPO] - En août 1990, l'armée irakienne (menée par le président **SADDAM HUSSEIN**) envahit le Koweït, petit état au Sud-Est de l'Irak, pour l'annexer et s'approprier ses **réserves pétrolières**. L'ONU exige que l'Irak évacue le Koweït, en août 1990 (**résolution 660**). L'Irak ne le fait pas : la communauté internationale réagit, au nom du **DROIT D'INGÉRENCE*** (voir Axe 2).

LE DEROULEMENT - En janvier 1991 est lancée l'opération « **Tempête du désert** ». La guerre s'achève en février 1991 (**guerre-éclair**), avec une nette défaite irakienne : 150.000 morts irakiens, 240 pour la communauté internationale. La paix est rétablie.

LES ACTEURS [DIAPO] - Ce conflit reflète le « NOUVEL ORDRE MONDIAL » et la SÉCURITÉ COLLECTIVE :

- **MULTILATÉRALISME** : il est mené et remporté par **une très vaste coalition de 34 États** (1 million de soldats), impulsée par l'ONU (*certes les USA dominant, organisent l'attaque, mais il y a bien union et concertation*). Sont impliqués acteurs régionaux, internationaux et non-étatiques.

- **PAIX** : Cette guerre est menée **au nom des valeurs occidentales** (« sécurité », « liberté ») et pour rétablir la « **paix** ». Elle permet la résolution d'un conflit interétatique régional par une coalition sous mandat de l'ONU. En cela, elle se rapproche du concept médiéval de « Guerre juste ».

CONSÉQUENCES - La résolution rapide et concertée de la Guerre du Golfe fait naître l'espoir d'un monde sans conflits : **l'ONU n'est plus paralysée** (la fin de la Guerre froide marque une fin de l'usage systématique du droit de véto).

- Toutefois **l'Irak subit des sanctions lourdes de la part de l'ONU** (docs. 4 et 5 BELIN p. 169 à lire). L'Irak est placé sous embargo (cf. texte 5 p. 169 BELIN), même si ce régime est ensuite assoupli avec le programme « pétrole contre nourriture ». **L'antiaméricanisme** s'y développe à mesure que la pauvreté s'y installe.

- L'opportunité est donnée aux **Kurdes** de mettre en place, de fait, un **régime d'autonomie**

- Plus surprenant, **S. Hussein** exploite la situation pour **renforcer son pouvoir** : il en profite pour **accroître son contrôle sur la population**, et sur le **parti Baas** (en offrant des petits privilèges à ses membres).

→ **BILAN** - La résolution du conflit ne suffit donc pas à éteindre les tensions locales.

B - La seconde guerre du Golfe (2003-2011) et ses prolongements

✓ 1 - *Un conflit qui divise les puissances occidentales*

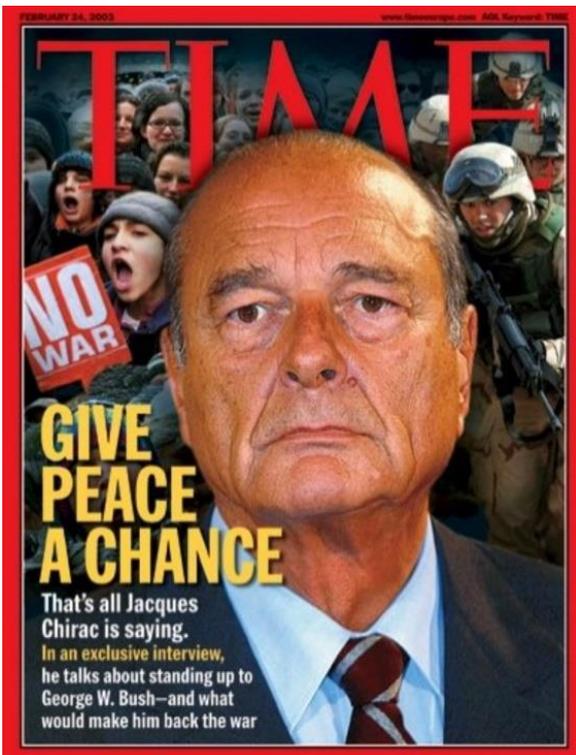
Les attentats du 11 septembre 2001 enterrent le Nouvel ordre mondial : le nouveau président **GEORGES W. BUSH** déclare la guerre au terrorisme, selon le principe de la « **GUERRE PRÉVENTIVE** ». Il ne s'agit plus d'intervenir pour rétablir la paix (années 1990), mais **d'intervenir pour éliminer les menaces potentielles**, ce qui fragilise l'idéal d'une « PAIX » mondiale et perpétuelle.

Les États-Unis attaquent ainsi **l'Afghanistan en 2001** (où sont localisés les bases d'entraînement d'*Al-Qaïda*, qui a organisé les attentats). Dans le même temps les **États-Unis accusent l'Irak** du dictateur Saddam Hussein de développer des armes de destruction massive, mais aussi d'entretenir des relations avec *Al-Qaïda*. Ces accusations sont l'objet de **vifs débats à l'ONU en 2003**, à propos de la légitimité d'une nouvelle guerre du Golfe.

CAPSULE n° 11 : « La France dit non à l'invasion de l'Irak (septembre 2002-mars 2003) » (contexte, arguments américains pour l'invasion, raisons et manifestations du « non » français, conséquences)

COLIN POWELL DOMINIQUE DE VILLEPIN JACQUES CHIRAC

PROJECTION DE LA CAPSULE DES ELEVES (fiche méthode sur le site) + REPRISE PAR L'ENSEIGNANT (cf. document mis en ligne dans le « coffre » à la fin de l'axe) AVEC DOCS CI-DESSOUS + DIAPO :



En adoptant à l'unanimité la résolution 1441, nous avons collectivement marqué notre accord avec [...] le choix du désarmement par la voie des inspections. L'option de la guerre peut apparaître a priori la plus rapide. Mais n'oublions pas qu'après avoir gagné la guerre, il faut construire la paix. Et ne nous voilons pas la face : cela sera long et difficile, car il faudra [...] rétablir de manière durable la stabilité dans un pays et une région durement affectés par l'intrusion de la force. [...] L'autorité de notre action repose aujourd'hui sur l'unité de la communauté internationale. Une intervention militaire prématurée remettrait en cause cette unité, ce qui lui enlèverait sa légitimité [...].

Il y a dix jours, le Secrétaire d'Etat américain, M. Powell, a évoqué des liens supposés entre Al-Qaïda et le régime de Bagdad. En l'état actuel de nos recherches [...] rien ne nous permet d'établir de tels liens. En revanche [...] une telle intervention ne risquerait-elle pas d'aggraver les fractures entre les sociétés, entre les cultures, entre les peuples, fractures dont se nourrit le terrorisme ? [...] A ceux qui se demandent avec angoisse quand et comment nous allons céder à la guerre, je voudrais dire que rien, à aucun moment, au sein de ce Conseil de Sécurité, ne sera le fait de la précipitation, de l'incompréhension, de la suspicion ou de la peur.

Discours de Dominique de Villepin au Conseil de sécurité de l'ONU (février 2003)

BILAN - Face au risque de triple veto (France, Russie et Chine), **G.W. Bush décide d'intervenir sans le soutien de l'ONU** (invasion en **2003 de l'Irak** par une coalition menée par les USA : l'idéal de

sécurité collective est durablement fragilisé). L'ONU est de plus incapable de sanctionner les USA et leurs alliés Britanniques, ces derniers disposant du droit de veto.

(H5)

✓ 2 - *L'intervention de la coalition américaine : un succès très relatif (2003-2011)*

Le 20 mars **2003**, l'**opération "Liberté irakienne"** est lancée par une coalition hors ONU, menée par les États-Unis et à laquelle participent plusieurs pays européens (Royaume-Uni, Espagne), mais aussi l'Australie, etc.

La coalition, forte de 330.000 hommes dont 250.000 Américains, remplit rapidement ses objectifs : le **9 avril elle est à Bagdad**, où la statue de Saddam Hussein est renversée par un blindé américain. Dès le mois de mai, **George W. Bush déclare** que "l'essentiel des opérations militaires est terminé". Sur place, les membres de la coalition engagent la **DÉBAASIFICATION** (Dissolution du parti Baas au pouvoir en Irak de 1963 à 2003) du pays : ils interdisent l'accès aux fonctions publiques aux responsables du parti Baas de Saddam Hussein, et démantèlent l'armée Irakienne. Fin 2003 Saddam Hussein est fait prisonnier.

Les États-Unis accompagnent dès lors la **transition de l'Irak vers la démocratie**. En **2004** le pouvoir (exercé par une « Autorité provisoire de la coalition ») est transféré au **gouvernement intérimaire, pro-américain**. Fin janvier **2005**, les Irakiens sont appelés à voter pour choisir les membres de l'Assemblée constituante.

Toutefois, cette victoire rapide masque des éléments qui la **NUANCENT FORTEMENT** :

- Dès **octobre 2003**, un rapport américain du Groupe d'inspection reconnaît qu'aucune arme de destruction massive n'a été découverte.

- En **avril 2004**, des images de prisonniers irakiens humiliés par des militaires américains à la prison d'Abou Ghraïb sont diffusées, ce qui provoque une indignation mondiale et accroît l'antiaméricanisme dans la région.

- Les **États-Unis** sont rapidement **considérés comme une armée d'occupation**. La guerre a tué des centaines de milliers de civils irakiens (contre 4.400 morts Américains). Ce qui occasionne sur place des **manifestations et attentats anti-occidentaux**, dès 2003. En 2007, plus de 50 attentats sont perpétrés en Irak, dont 24 à Bagdad.

- La « démocratisation » forcée de l'Irak **creuse le fossé entre les Sunnites et les Chiites** (*CARTES dont 4 p. 171 BELIN*). Ceux-ci, pourtant majoritaires en Irak, avaient été marginalisés et persécutés sous Saddam Hussein. Les **élections** de 2006 et la **débaasification changent la donne** : les sunnites sont exclus par la victoire des chiites aux élections et perdent tout pouvoir. Ce déclasserment et la défiance sunnite à l'égard du pouvoir chiite irakien **nourri le terrorisme régional**, avec la création « d'Al-Qaïda Mésopotamie » en **2003**, puis par la proclamation de l'État islamique en Irak en 2014, deux mouvements prônant le rétablissement d'un pouvoir sunnite en Irak. Un **conflit ASYMETRIQUE** succède à la guerre interétatique déclenchée par la coalition.

- La chute de Saddam Hussein nourrit l'**espoir d'un Kurdistan indépendant**. En **2005**, la nouvelle Constitution institue le fédéralisme et légalise l'autonomie du Kurdistan irakien, au nord.

BILAN - L'occupation de l'Irak a permis sa démocratisation, mais a **entraîné le délitement du pays** : développement du terrorisme islamiste, divisions importantes entre chiites et sunnites, fragilisation des structures étatiques irakiennes (le nouveau pouvoir Irakien est durement contesté),

etc. En d'autres termes il est difficile de dire que les États-Unis ont « gagné » la 2nde guerre du Golfe, celle-ci n'ayant **pas abouti aux objectifs poursuivis**.

✓ 3 - *Un pacification impossible (depuis 2011) ?*

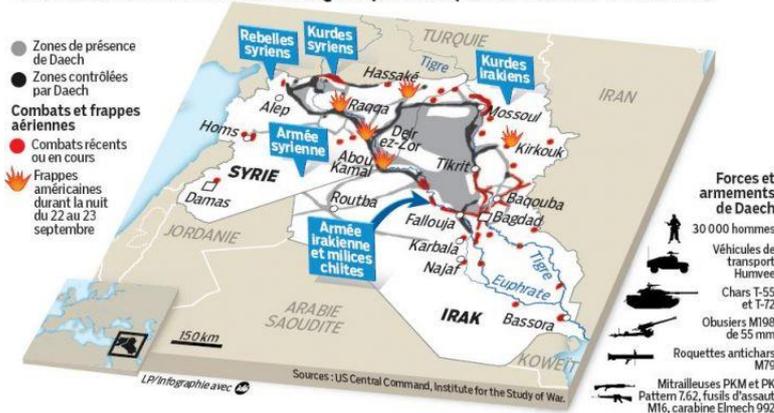
En **2011**, à l'initiative de Barack Obama, les derniers soldats américains quittent l'Irak, laissant le pays plongé dans une grave crise.

CAPSULE n° 12 : « L'Irak depuis 2011 : une pacification impossible ? » (facteurs et exemples de tensions et conflits, acteurs, perspectives d'avenir : *consultez les divers manuels au CDI + internet*)

DAESH KURDISTAN

PROJECTION DE LA CAPSULE DES ELEVES (fiche méthode sur le site) + REPRISE PAR L'ENSEIGNANT (cf. document mis en ligne dans le « coffre » à la fin de l'axe) AVEC DOCS CI-DESSOUS + DIAPO :

LE GROUPE DE L'ÉTAT ISLAMIQUE (DAECH) SUR TOUS LES FRONTS



6 La place Tahrir, foyer de la contestation

À la nuit tombée, des groupes d'amis et des familles affluent dans le quartier bondé. Ils allument des bougies en hommage aux martyrs – au moins 340 dans tout le pays, depuis le 1^{er} octobre –, contemplant les fresques murales des artistes, écoutent les revendications des syndicats et activistes de la société civile. [...]

Les différences sociales et religieuses, celles entre sexes et générations, s'effacent au profit d'un seul mot d'ordre : « Je veux une nation ! », est-il écrit sur leurs tee-shirts et leurs fresques, une revendication à un monde meilleur et à une liberté à laquelle ils ne goûtent, pour l'instant, que par la lorgnette des réseaux sociaux.

Ces jeunes veulent en finir avec le confessionnalisme, à l'origine de la guerre civile de 2006-2008 et de la montée de l'État islamique, en 2014. Ils veulent aussi la fin d'un « système » coupable, à leurs yeux, d'avoir gangrené la société par sa corruption et son clientélisme, au détriment de la reconstruction de l'État.

Rejetant toute autorité politique ou religieuse, ils refusent également les ingérences étrangères, à commencer par celle de l'Iran, accusé de soutenir ce régime. Même l'ayatollah Ali al-Sistani, la plus haute autorité chiite, n'est plus indemne de critiques. Quant aux partisans du chef populiste chiite Moadta al-Sadr, qui assurent discrètement la sécurité et la logistique du sit-in, ils sont les bienvenus tant qu'ils ne tentent pas de reprendre la main sur le mouvement, comme lors des manifestations de 2015-2016.

Hélène Sallon et Laurent Van der Stockt, envoyés spéciaux à Bagdad, « La place Tahrir, le cœur battant de la contestation à Bagdad », *Le Monde*, 27 novembre 2019.

CONCLUSION COURTE - Depuis 1945, le Moyen-Orient est traversé par de **nombreuses tensions**. Les conflits sont de natures diverses (territoriaux, religieux, etc.), de types divers (interétatiques, intra-étatiques, asymétriques...) et prennent depuis 20 ans le visage du terrorisme et de la violence quotidienne. Mobilisant des acteurs divers (Puissances mondiales et régionales, ONU), la situation du Moyen-Orient illustre, malgré le contre-exemple de la première guerre du Golfe, **l'impuissance de l'ONU** dans son rôle de médiateur **face aux intérêts** américains en particulier, mais pas seulement (Russie en Syrie, etc.). **La multiplication des acteurs et la pluralité des enjeux régionaux explique la difficile résolution des conflits en cours.**

➔ POUR COMPLETER : Regarder les vidéos du site sur d'autres conflits régionaux (Yémen, etc.)

(H BONUS)

ACTIVITÉ PAGE 164 - ANALYSE DE DOCUMENTS (UNE CARTE)

Étape 1 : Analyser la consigne et comprendre le sens général d'un document

1. EN ANALYSANT LE DOCUMENT : le titre donne déjà des indications sur ce qui doit ressortir d'une carte.
2. L'INTERVENTION DE LA COALITION INTERNATIONALE CONTRE L'IRAK EN 1990-1991 : les pays arabes qui interviennent dans la région mais aussi les puissances extérieures (États-Unis, France, etc.)
3. UNE GUERRE ASYMÉTRIQUE : cette carte montre le déséquilibre des forces en présence entre l'Irak et les pays qui l'affrontent.

Étape 2 : Interpréter et porter un regard critique sur le document

4. Ici, le géographe veut montrer que l'Irak fait presque l'unanimité contre lui au Moyen-Orient.
5. L'Irak ne bénéficie pas à proprement d'alliés, mais la Jordanie et le Yémen ne s'engagent pas dans l'offensive contre l'Irak.
6. Il y a d'abord eu une tentative de médiation du CCG avant les raids et tirs de missiles alliés.
7. Avant d'autoriser l'offensive en Irak, l'ONU a tenté une médiation. Mais cette carte montre que le CCG n'a pas réussi à résoudre le conflit à l'échelle régionale.

Étape 3 : Rédaction de l'étude critique de document

L'étude critique de document pourrait suivre le plan suivant :

- I. L'Irak, isolée au Moyen Orient : Opposer l'isolement irakien à l'engagement de nombreux pays arabes et de la coalition internationale.
- II. Une guerre asymétrique : L'opération « Tempête du désert » est avant tout une utilisation massive des bombardements sur l'Irak avant l'offensive terrestre.